

I TRATTATI DI PACE CON L'ITALIA

50. Trattato di pace concluso tra l'Italia e la Germania a Versailles il 28 giugno 1919. Testo francese.

Storia: questo trattato è stato firmato a Versailles il 28 giugno 1919, è stato ratificato dall'Italia in base al regio decreto 6 ottobre 1919 n. 1803, è entrato in vigore in Italia il 20 gennaio 1920 (come da regio decreto 20 gennaio 1920 n. 51, convertito dalla legge 10 luglio 1925 n. 1632 che ne ha autorizzato l'esecuzione) e non vi è più in vigore.

Paesi aderenti: Belgio, Cecoslovacchia, Cina, Cuba, Francia, Giappone, Gran Bretagna, Grecia, Italia, Jugoslavia Nicaragua, Panama, Polonia, Portogallo, Romania, Siam, Stati Uniti da una parte e Germania dall'altra.

Altre notizie: le lingue ufficiali sono il francese e l'inglese; i testi qui pubblicati sono ripresi da Société des Nations, Recueil des traités, Ginevra, 1920, pp. 5 ss.; le notizie qui fornite sono tratte dalla banca dati ITRA (trattati internazionali) della Camera dei deputati.

a) Testo francese

Traité de Versailles, 28 June 1919

Les Etas d'Amérique, l'empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon, Puissances désignées dans le présent Traité comme les Principales Puissances alliées et associées;

la Belgique, la Chine, Cuba, la Grèce, le Nicaragua, le Panama, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'état Serbe-Croate-Slovene, le Siam et la Tchéco-Slovaquie,

Constituant, avec les Principales Puissances ci-dessus, les Puissances alliées et associées d'une part;

et l'Allemagne, d'autre part;

Les Hautes Parties Contractantes,

Considérant que, pour développer la coopération entre les nations et pour leur garantir la paix et la sûreté, il importe d'accepter certaines obligations de ne pas recourir à la guerre, d'entretenir au grand jour des relations internationales fondées sur la justice et l'honneur, d'observer rigoureusement les prescriptions du droit international, reconnues désormais comme règle de conduite effective des Gouvernements, de faire régner la justice et de respecter scrupuleusement toutes les obligations des Traités dans les rapports mutuels des peuples organisés, Adoptent le présent Pacte qui institue la Société des Nations.

SECTION VII

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

306. Sous réserve des stipulations du présent Traité, les droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, telle que cette propriété est définie par les Conventions internationales de Paris et de Berne visées aux articles 286, seront rétablis ou restaurés, à partir de la mise en vigueur du présent Traité dans les territoires des Hautes Parties Contractantes, en faveur des personnes qui en étaient bénéficiaires, au moment où l'état de guerre a commencé d'exister, ou de leurs ayants droit. De même les droits qui si la guerre n'ait pas eu lieu, auraient pu être acquis pendant la durée de la guerre, à la suite d'une demande formée pour la protection de la propriété industrielle ou de la publication d'une oeuvre littéraire ou artistique, seront reconnus et établis en faveur des personnes qui auraient des titres, à partir de la mise en vigueur du présent Traité.

Toutefois, les actes faits en vertu des mesures spéciales qui auront été prises pendant la guerre, par une autorité législative, exécutive ou administrative d'une Puissance alliée ou associée à l'égard des droits des ressortissants allemands, en matière de propriété industrielle, littéraire ou artistique demeureront valables et continueront à avoir leurs pleins effets.

Il n'y aura lieu à aucune revendication ou action soit de la part de l'Allemagne ou de ressortissants allemands contre l'utilisation qui aura été faite pendant la durée de la guerre, par le Gouvernement d'une Puissance alliée ou associée ou par toute personne,

pour le compte de ce Gouvernement ou avec son assentiment, de droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, ni contre la vente, la mise en vente ou l'emploi de produits, appareils, articles ou objets quelconques auxquels s'appliquaient ces droits.

Si la législation d'une des Puissances alliées ou associées, en vigueur au moment de la signature du présent Traité, n'en a pas disposé autrement, les sommes dues ou payées par application de toute acte et de toute opération effectués en exécution des mesures spéciales visées à l'alinéa 1 du présent article, recevront la même affectation que les autres créances des ressortissants allemands, conformément aux dispositions du présent Traité et les sommes produites par des mesures spéciales prises par le Gouvernement allemand en ce qui concerne les droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique des ressortissants des Puissances alliées ou associées, seront considérées et traitées comme toutes les autres dettes des ressortissant allemands.

Chacune des Puissances alliées ou associées se réserve la faculté d'apporter aux droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique (à l'exception des marques de fabrique ou de commerce) acquis avant la guerre, ou pendant sa durée, ou qui seraient acquis ultérieurement, suivant sa législation par des ressortissants allemands, soit en les exploitant, soit en accordant des licences pour exploitation, soit en conservant le contrôle de cette exploitation, soit autrement, telles limitations, conditions ou restrictions qui pourraient être considérées comme nécessaires pour les besoins de la défense nationale, ou dans l'intérêt public, ou pour assurer un traitement équitable par l'Allemagne des droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique possédés sur le territoire allemands par ses ressortissants ou pour garantir l'entier accomplissement de toutes les obligations contractées par l'Allemagne en vertu du présent Traité. Pour les droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, qui seraient acquis après la mise en vigueur du présent Traité, la faculté ci-dessus réservée aux Puissances alliées et associées, ne pourra être exercée que dans le cas où les limitations, conditions ou restrictions pourraient être considérées comme nécessaires pour les besoins de la défense nationale ou de l'intérêt public.

Dans le cas où il serait fait application par les Puissances alliées et associées des dispositions qui précèdent, il sera accordé des indemnités ou des redevances raisonnables, qui recevront la même affectation que toutes les autres sommes dues à des ressortissants allemands, conformément aux dispositions du présent Traité.

Chacune des Puissances alliées ou associées se réserve la faculté de considérer comme nulle et de nul effet toute cession totale ou partielle, et toute concession de droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, qui auraient été effectuées depuis le 1 août 1914 ou qui le seraient à l'avenir et qui auraient pour résultat de faire obstacle à l'application des dispositions du présent article.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique compris dans les sociétés ou entreprises, dont la liquidation a été effectuée par les Puissances alliées ou associées, conformément à la législation exceptionnelle de guerre, ou sera effectuée en vertu de l'article 297, paragraphe b).

307. Un délai minimum d'une année, à partir de la mise en vigueur du présent Traité, sans surtaxe ni pénalité d'aucune sorte, sera accordé aux ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pour accomplir tout acte, remplir toute formalité, payer toute taxe et généralement satisfaire à toute obligation prescrite par les lois et règlements de chaque Etat pour conserver ou obtenir les droits de propriété industrielle déjà acquis au 1 août 1914 ou qui, si la guerre n'avait pas eu lieu, auraient pu être acquis depuis cette date, à la suite d'une demande faite, avant la guerre ou pendant sa durée, ainsi que pour y former opposition. Toutefois, cet article ne pourra conférer aucun droit pour obtenir aux Etats Unis d'Amérique la reprise d'une procédure d'interférence dans laquelle aurait été tenue l'audience finale.

Les droits de propriété industrielle qui auraient été frappés de déchéance par suite du défaut d'accomplissement d'un acte, d'exécution d'une formalité ou de paiement d'une taxe seront remis en vigueur, sous la réserve toutefois en ce qui concerne les brevets et dessins, que chaque Puissance alliée ou associée pourra prendre les mesures qu'elle jugerait équitablement nécessaires pour la sauvegarde des droits des tiers qui auraient exploité ou employé des brevets ou des dessins pendant le temps où ils

étaient frappés de déchéance. De plus, les brevets d'invention ou dessins appartenant à des ressortissants allemands et qui seront ainsi remis en vigueur, demeureront soumis, en ce qui concerne l'octroi des licences, aux prescriptions qui leur auraient été applicables pendant la guerre, ainsi qu'à toutes les dispositions du présent Traité.

La période comprise entre le 1 août 1914 et la date de la mise en vigueur du présent Traité n'entrera pas en ligne de compte dans le délai prévu pour la mise en exploitation d'un brevet ou pour l'usage de marques de fabrique ou de commerce ou de dessins et il est convenu en outre qu'aucun brevet, marque de fabrique ou de commerce ou dessin qui était encore en vigueur au 1 août 1914 ne pourra être frappé de déchéance ou d'annulation du seul chef de non exploitation ou de non-usage avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la mise en vigueur du présent Traité.

308. Les délais de priorité, prévus par l'article 4 de la Convention internationale de Paris du 20 mars 1883 révisée à Washington en 1911 ou par toute autre Convention ou loi en vigueur, pour le dépôt ou l'enregistrement des demandes de brevets d'invention ou modèles d'utilité, des marques de fabrique ou de commerce, des dessins et modèles, qui n'étaient pas encore expirés le 1 août 1914 et ceux qui auraient pris naissance pendant la guerre ou auraient pu prendre naissance si la guerre n'avait pas eu lieu seront prolongés par chacune des Hautes Parties Contractantes en faveur de tous les ressortissants des autres Hautes Puissances Contractantes jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la mise en vigueur du présent Traité.

Toutefois cette prolongation de délai ne portera pas atteinte aux droits de toute Haute Puissance Contractante ou de toute personne qui seraient, de bonne foi, en possession, au moment de la mise en vigueur du présent Traité, de droits de propriété industrielle en opposition avec ceux demandés en revendiquant le délai de priorité et qui conserveront la jouissance de leurs droits, soit personnellement, soit par tous agents ou titulaires de licence auxquels ils les auraient concédés avant la mise en vigueur du présent Traité, sans pouvoirs en aucune manière être inquiétés ni poursuivis comme contrefacteurs.

309. Aucune action ne pourra être intentée ni aucune revendication exercée, d'une part, par des ressortissants allemands ou par des personnes résidant ou exerçant leur industrie en Allemagne, et d'autre part, par des ressortissants des Puissances alliées ou associées ou des personnes résidant ou exerçant leur industrie sur le territoire de ces Puissances ni par les tiers auxquels ces personnes auraient cédé leurs droits pendant la guerre, à raison de faits qui se seraient produits sur le territoire de l'autre Partie, entre la date de l'état de guerre et celle de la mise en vigueur du présent Traité et qui auraient pu être considérés comme portant atteinte à des droits de propriété industrielle ou de propriété littéraire ou artistique ayant existé à un moment quelconque pendant la guerre ou qui seront rétablis conformément aux articles 307 e 308 qui précèdent.

Aucune action ne sera également recevable de la part des mêmes personnes, pour infraction aux droits de propriété industrielle ou artistique, à aucun moment, à l'occasion de la vente ou de la mise en vente, pendant un an à dater de la signature du présent Traité sur les territoires des Puissances alliées ou associées, d'une part, ou de l'Allemagne, d'autre part, de produits ou articles fabriqués, ou d'œuvres littéraires ou artistiques publiées durant la période comprise entre la date de l'état de guerre et celle de la signature du présent Traité, ni à l'occasion de leur acquisition et de leur emploi ou usage, étant entendu toutefois que cette disposition ne s'appliquera pas lorsque les possesseurs des droits avaient leur domicile ou des établissements industriels ou commerciaux situés dans les régions occupées par l'Allemagne au cours de la guerre.

Cet article ne sera pas applicable aux rapports entre les Etats-Unis d'Amérique, d'une part, et l'Allemagne d'autre part.

310. Les contrats de licences d'exploitation de droits de propriété industrielle ou de reproduction d'œuvres littéraires ou artistiques, conclus avant l'état de guerre, entre des ressortissants des Puissances alliées ou associées ou des personnes résidant sur leur territoire ou y exerçant leur industrie d'une part et des ressortissants allemands d'autre part, seront considérés comme résiliés, à dater de l'état de guerre, entre l'Allemagne et la Puissance alliée ou associée. Mais, dans tous les cas, le bénéficiaire primitif d'un de ce genre aura le droit, dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur du présent Traité, d'exiger du titulaire des droits la concession d'une nouvelle

licence, dont les conditions, à défaut d'entente entre les parties, seront fixées par le tribunal qualifié à cet effet dans le pays sous la législation duquel les droits ont été acquis, sauf dans le cas de licences obtenues en vertu de droits acquis sous la législation allemande; dans ce cas, les conditions seraient fixées par le Tribunal arbitral mixte prévu par la Section VI de la présente Partie. Le Tribunal pourra, s'il y a lieu, fixer alors le montant des redevances qui lui paraîtraient justifiées, en raison de l'utilisation des droits pendant la guerre.

Les licences relatives à des droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique qui auront été concédés suivant la législation spéciale de guerre d'une Puissance alliée ou associée ne pourront se trouver atteintes par la continuation d'une licence existant avant la guerre, mais elles demeureront valables et continueront à avoir leurs pleins effets, et dans le cas où une de ces licences aurait été accordé au bénéficiaire primitif d'un contrat de licence passé avant la guerre, elle sera considérée comme s'y substituant.

Lorsque des sommes auront été payées pendant la guerre, en vertu de contrat ou licence quelconques intervenus avant la guerre pour l'exploitation des droits de propriété industrielle ou pour la reproduction ou la représentation d'ouvrages littéraires, dramatiques ou artistiques, ces sommes recevront la même affectation que les autres dettes ou créances des ressortissants allemands, conformément au présent Traité.

Cet article ne sera pas applicable aux rapports entre les États-Unis d'Amérique, d'une part, et l'Autriche d'autre part.

311. Les habitants des territoires séparés de l'Allemagne en vertu du présent Traité, conserveront, nonobstant cette séparation et le changement de nationalité qui en résultera, la pleine et entière jouissance en Allemagne de tous les droits de propriété industrielle et de propriété littéraire et artistique, dont ils étaient titulaires suivant la législation allemande au moment de cette séparation.

Les droits de propriété industrielle, littéraire et artistique en vigueur sur les territoires séparés de l'Allemagne conformément au présent Traité, au moment de la séparation de ces territoires d'avec l'Allemagne ou qui seront rétablis ou restaurés par application de l'article 306 du présent Traité, seront reconnus par l'État auquel sera transféré ledit territoire et demeureront en vigueur sur ce territoire, pour la durée qui leur sera accordée suivant la législation allemande.

(omissis)

b) Testo inglese.

The Versailles Treaty. Done in June 28, 1919.

The United States of America, The British Empire, France, Italy and Japan,
These Powers being described in the present Treaty as the Principal Allied and
Associated Powers,

Belgium, Bolivia, Brazil, China, Cuba, Ecuador, Greece, Guatemala, Haiti, The
Hedjaz, Honduras, Liberia, Nicaragua, Panama, Peru, Poland, Portugal, Roumania, The
Serb-Croat-Slovene State, Siam, Czecho-Slovakia And Uruguay,

The Powers constituting with the Principal Powers mentioned above the Allied
and Associated Powers,

of the one part ;

And Germany on the other part ;The High Contracting Parties,

In order to promote international co-operation and to achieve international
peace and security by the acceptance of obligations not to resort to war by the
prescription of open, just and honourable relations between nations by the firm
establishment of the understandings of international law as the actual rule of conduct
among Governments, and by the maintenance of justice and a scrupulous respect for all
treaty obligations in the dealings of organised peoples with one another Agree to this
Covenant of the League of Nations.

SECTION VII.

INDUSTRIALE PROPERTY

306. Subject to the stipulations of the present Treaty, rights of industrial,
literary and artistic property, as such property is defined by the International Conventions
of Paris and of Berne, mentioned in Article 286, shall be re-established or restored, as
from the coming into force of the present Treaty, in the territories of the High
Contracting Parties, in favour of the persons entitled to the benefit of them at the
moment when the state of war commenced or their legal representatives. Equally, rights
which, except for the war, would have been acquired during the war in consequence of
an application made for the protection of industrial property, or the publication of a
literary or artistic work, shall be recognised and established in favour of those persons
who would have been entitled thereto, from the coming into force of the present Treaty.

Nevertheless, all acts done by virtue of the special measures taken during the
war under legislative, executive or administrative authority of any Allied or Associated
Power in regard to the rights of German nationals in industrial, literary or artistic
property shall remain in force and shall continue to maintain their full effect.

No claim shall be made or action brought by Germany or German nationals in
respect of the use during the war by the Government of any Allied or Associated Power,
or by any persons acting on behalf or with the assent of such Government, of any rights
in industrial, literary or artistic property, nor in respect of the sale, offering for sale, or
use of any products, articles or apparatus whatsoever to which such rights applied.

Unless the legislation of any one of the Allied or Associated Powers in force at
the moment of the signature of the present Treaty otherwise directs, sums due or paid in
virtue of any act or operation resulting from the execution of the special measures
mentioned in paragraph 1 of this Article shall be dealt with in the same way as other sums
due to German nationals are directed to be dealt with by the present Treaty; and sums
produced by any special measures taken by the German Government in respect of rights
in industrial, literary or artistic property belonging to the nationals of the Allied or
Associated Powers shall be considered and treated in the same way as other debts due
from German nationals.

Each of the Allied and Associated Powers reserves to itself the right to impose
such limitations, conditions or restrictions on rights of industrial, literary or artistic
property (with the exception of trade-marks) acquired before or during the war, or which
may be subsequently acquired in accordance with its legislation, by German nationals,
whether by granting licences, or by the working, or by preserving control over their
exploitation, or in any other way, as may be considered necessary for national defence, or
in the public interest, or for assuring the fair treatment by Germany of the rights of
industrial, literary and artistic property held in German territory by its nationals, or for
securing the due fulfilment of all the obligations undertaken by Germany in the present

Treaty. As regards rights of industrial, literary and artistic property acquired after the coming into force of the present Treaty, the right so reserved by the Allied and Associated Powers shall only be exercised in cases where these limitations, conditions or restrictions may be considered necessary for national defence or in the public interest.

In the event of the application of the provisions of the preceding paragraph by any Allied or Associated Power, there shall be paid reasonable indemnities or royalties, which shall be dealt with in the same way as other sums due to German nationals are directed to be dealt with by the present Treaty.

Each of the Allied or Associated Powers reserves the right to treat as void and of no effect any transfer in whole or in part of or other dealing with rights of or in respect of industrial, literary or artistic property effected after August 1, 1914, or in the future, which would have the result of defeating the objects of the provisions of this Article.

The provisions of this Article shall not apply to rights in industrial, literary or artistic property which have been dealt with in the liquidation of businesses or companies under war legislation by the Allied or Associated Powers, or which may be so dealt with by virtue of Article 297, paragraph (b).

307. A minimum of one year after the coming into force of the present Treaty shall be accorded to the nationals of the High Contracting Parties, without extension fees or other penalty, in order to enable such persons to accomplish any act, fulfil any formality, pay any fees, and generally satisfy any obligation prescribed by the laws or regulations of the respective States relating to the obtaining, preserving, or opposing rights to, or in respect of, industrial property either acquired before August 1, 1914, or which, except for the war, might have been acquired since that date as a result of an application made before the war or during its continuance, but nothing in this Article shall give any right to reopen interference proceedings in the United States of America where a final hearing has taken place.

All rights in, or in respect of, such property which may have lapsed by reason of any failure to accomplish any act, fulfil any formality, or make any payment, shall revive, but subject in the case of patents and designs to the imposition of such conditions as each Allied or Associated Power may deem reasonably necessary for the protection of persons who have manufactured or made use of the subject matter of such property while the rights had lapsed. Further, where rights to patents or designs belonging to German nationals are revived under this Article, they shall be subject in respect of the grant of licences to the same provisions as would have been applicable to them during the war, as well as to all the provisions of the present Treaty.

The period from August 1, 1914, until the coming into force of the present Treaty shall be excluded in considering the time within which a patent should be worked or a trade mark or design used, and it is further agreed that no patent, registered trade mark or design in force on August 1, 1914, shall be subject to revocation or cancellation by reason only of the failure to work such patent or use such trade mark or design for two years after the coming into force of the present Treaty.

308. The rights of priority, provided by Article 4 of the International Convention for the Protection of Industrial Property of Paris, of March 20, 1883, revised at Washington in 1911 or by any other Convention or Statute, for the filing or registration of applications for patents or models of utility, and for the registration of trade marks, designs and models which had not expired on August 1, 1914, and those which have arisen during the war, or would have arisen but for the war, shall be extended by each of the High Contracting Parties in favour of all nationals of the other High Contracting Parties for a period of six months after the coming into force of the present Treaty.

Nevertheless, such extension shall in no way affect the right of any of the High Contracting Parties or of any person who before the coming into force of the present Treaty was bona fide in possession of any rights of industrial property conflicting with rights applied for by another who claims rights of priority in respect of them, to exercise such rights by itself or himself personally, or by such agents or licensees as derived their rights from it or him before the coming into force of the present Treaty; and such persons shall not be amenable to any action or other process of law in respect of infringement.

309. No action shall be brought and no claim made by persons residing or carrying on business within the territories of Germany on the one part and of the Allied or Associated Powers on the other, or persons who are nationals of such Powers respectively, or by any one deriving title during the war from such persons, by reason of any action which has taken place within the territory of the other party between the date of the declaration of war and that of the coming into force of the present Treaty, which might constitute an infringement of the rights of industrial property or rights of literary and artistic property, either existing at any time during the war or revived under the provisions of Articles 307 and 308.

Equally, no action for infringement of industrial, literary or artistic property rights by such persons shall at any time be permissible in respect of the sale or offering for sale for a period of one year after the signature of the present Treaty in the territories of the Allied or Associated Powers on the one hand or Germany on the other, of products or articles manufactured, or of literary or artistic works published, during the period between the declaration of war and the signature of the present Treaty, or against those who have acquired and continue to use them. It is understood, nevertheless, that this provision shall not apply when the possessor of the rights was domiciled or had an industrial or commercial establishment in the districts occupied by Germany during the war.

This Article shall not apply as between the United States of America on the one hand and Germany on the other.

310. Licenses in respect of industrial, literary or artistic property concluded before the war between nationals of the Allied or Associated Powers or persons residing in their territory or carrying on business therein, on the one part, and German nationals, on the other part, shall be considered as cancelled as from the date of the declaration of war between Germany and the Allied or Associated Power. But, in any case, the former beneficiary of a contract of this kind shall have the right, within a period of six months after the coming into force of the present Treaty, to demand from the proprietor of the rights the grant of a new license, the conditions of which, in default of agreement between the parties, shall be fixed by the duly qualified tribunal in the country under whose legislation the rights had been acquired, except in the case of licenses held in respect of rights acquired under German law. In such cases the conditions shall be fixed by the Mixed Arbitral Tribunal referred to in Section VI of this Part. The tribunal may, if necessary, fix also the amount which it may deem just should be paid by reason of the use of the rights during the war.

No license in respect of industrial, literary or artistic property, granted under the special war legislation of any Allied or Associated Power, shall be affected by the continued existence of any license entered into before the war, but shall remain valid and of full effect, and a license so granted to the former beneficiary of a license entered into before the war shall be considered as substituted for such license.

Where sums have been paid during the war by virtue of a license or agreement concluded before the war in respect of rights of industrial property or for the reproduction or the representation of literary, dramatic or artistic works, these sums shall be dealt with in the same manner as other debts or credits of German nationals, as provided by the present Treaty.

This Article shall not apply as between the United States of America on the one hand and Germany on the other.

311. The inhabitants of territories separated from Germany by virtue of the present Treaty shall, notwithstanding this separation and the change of nationality consequent thereon, continue to enjoy in Germany all the rights in industrial, literary and artistic property to which they were entitled under German legislation at the time of the separation.

Rights of industrial, literary, and artistic property which are in force in the territories separated from Germany under the present Treaty at the moment of the separation of these territories from Germany, or which will be re-established or restored in accordance with the provisions of Article 306 of the present Treaty, shall be recognised by the State to which the said territory is transferred and shall remain in force in that territory for the same period of time given them under the German law.

Codice del diritto d'autore

(omissis)